



Agenda des femmes 2028

Liberté. Solidarité.
Responsabilité.

Le Centre
Femmes

The logo for Le Centre Femmes, consisting of a stylized yellow bracket shape to the right of the text.

Agenda des femmes 2028 pour une politique sociale égalitaire.

Plus de 50 ans après l'instauration du suffrage féminin, l'heure est désormais à un nouveau départ. L'égalité homme-femme est une lutte de longue date. Même si les femmes bénéficient des mêmes droits politiques que les hommes depuis 1971, dans la pratique, elles restent désavantagées dans de nombreux domaines.

Les femmes continuent à assumer la plus grande partie du travail familial, à s'occuper de leurs proches, à travailler à temps partiel ou à bas salaire. Nous voulons donc qu'une politique sociale égalitaire soit enfin possible, avec une égalité des chances dans l'accès au travail rémunéré et une répartition équitable des tâches au sein des familles.

Nous ne voulons dicter à personne comment vivre. En tant que parti du Centre, nous défendons la mise en place de conditions-cadres dans notre pays pour que l'égalité des droits et l'égalité des chances deviennent enfin réalité. Nous voulons un renouveau qui soit porté par le centre de la société. Nous nous engageons pour cela.



« Nous exigeons une véritable égalité salariale pour toutes les femmes en Suisse. Les écarts salariaux injustifiés doivent enfin appartenir au passé. »

Marie-France Roth Pasquier
Conseillère nationale (FR)
et membre de la Présidence
du Centre Femmes Suisse

Nous voulons une véritable égalité salariale.

L'égalité salariale est la condition fondamentale pour réaliser l'égalité dans le monde du travail et dans la société. Aujourd'hui encore, des inégalités salariales importantes persistent. La révision de la loi fédérale sur l'égalité entre femmes et hommes (LEg) a permis de faire un pas important vers l'égalité salariale. Les employeurs sont désormais tenus de procéder à une analyse de l'égalité salariale. Il est essentiel que la nouvelle loi soit immédiatement appliquée et que les discriminations salariales mises en évidence par l'analyse soient systématiquement corrigées.

Nous voulons promouvoir l'entrepreneuriat des femmes.

Pour que cela réussisse, des réseaux économiques, sociaux et politiques doivent être promus. Ils visent à garantir que les femmes soient soutenues dans la création d'entreprise et aient le même accès aux capitaux que les hommes.

Nous voulons augmenter la proportion de femmes dans les postes de direction.

Depuis 2020, les grandes entreprises doivent aspirer à une proportion de 30% de femmes dans les conseils d'administration et de 20% dans les directions. Les premières années montrent que ces objectifs sont globalement bien atteints. Nous voulons donc que ces entreprises visent des valeurs indicatives plus élevées d'ici 2030 et que les PME s'engagent dans la même direction.

Nous voulons promouvoir la formation technique des femmes.

Les femmes sont encore nettement sous-représentées dans les professions scientifiques, comme les mathématiques, l'informatique, les sciences naturelles et les technologies. Des actions dans les écoles ainsi que des programmes parascolaires sont nécessaires pour renforcer l'intérêt pour ces matières et rompre avec les modèles et stéréotypes établis.

«Nous avons besoin de solutions de garde de qualité et abordables. Ce sont souvent les femmes qui s'occupent des enfants, réduisent leur activité professionnelle et sont désavantagées à l'âge de la retraite. Nous pouvons changer cela.»

Valérie Dittli

Conseillère d'Etat (VD) et cheffe du département des finances, de l'agriculture, de la viticulture et des affaires vétérinaires



Nous voulons de meilleures conditions de travail et de meilleurs salaires pour les femmes dans les professions d'importance systémique.

La pandémie nous a clairement montré à quel point notre société est dépendante des professions systémiques, par exemple dans les soins infirmiers, les aides à domicile, les écoles ou les supermarchés. Même dans les moments les plus difficiles, les personnes exerçant ces professions font fonctionner notre pays. Nous exigeons de meilleures conditions de travail et de meilleurs salaires pour les femmes dans les professions d'importance systémique.

Nous voulons un soutien efficace pour la prise en charge des proches.

La prise en charge des soins s'effectue souvent dans le cercle familial, sans rémunération, ni indemnité ou congés. Ce sont souvent des femmes qui effectuent ces tâches. Nous voulons un soutien efficace pour les proches aidants, afin que les personnes dépendantes puissent gérer leur vie quotidienne à domicile de manière autonome le plus longtemps possible. Nous voulons en outre des mesures d'allègement pour les proches aidants.

Nous voulons créer suffisamment de places d'accueil de qualité pour les enfants.

La garde d'enfants, à plein temps, de qualité et à un prix abordable, est une condition préalable essentielle à l'égalité d'accès au marché du travail et à une répartition équitable des tâches au sein de la famille. Nous nous engageons pour des places d'accueil pour les écolières et écoliers et l'introduction d'écoles à horaire continu ainsi que pour l'extension des places de crèche là où cela est nécessaire. Une grande attention est accordée à la qualité et à un concept pédagogique judicieux et garantissant l'égalité des chances.

Nous voulons plus de solutions de garde d'enfants.

La qualité et l'accès universel des structures d'accueil sont garants de l'égalité des chances des enfants.

Nous voulons apporter plus de soutien financier aux offres de garde d'enfant.

Le coût de la garde d'enfants en Suisse est aujourd'hui énorme pour les familles à revenus faibles et moyens. La politique fiscale avec sa progression a pour conséquence que le deuxième salaire doit être consacré au financement de la garde et de la charge fiscale additionnelle, raison pour laquelle de nombreuses femmes renoncent fréquemment à poursuivre leur activité professionnelle. Nous voulons soutenir davantage la garde d'enfants avec la mise en place d'un soutien constant et de réductions des contributions parentales. Ce faisant, nous voulons respecter le principe de subsidiarité et tenir compte des modèles familiaux individuels.

Nous voulons un soutien constant pour l'implantation de nouvelles solutions de garde d'enfant.

Des places en crèches disponibles en nombre suffisant sont une condition préalable à l'égalité d'accès à un emploi. C'est pourquoi nous voulons soutenir les cantons dans la création de nouvelles crèches, dans les localités où ceci est nécessaire.

Nous voulons introduire le congé parental de l'avenir.

Nous ne voulons pas que les enfants deviennent un luxe.

Nous ne voulons pas que les enfants deviennent un luxe.

Les frais moyens des enfants sont d'environ 800 francs par enfant et par mois. Calculé sur 20 ans, cela fait environ 190'000 francs. Si l'on ajoute les coûts indirects, l'Office fédéral de la statistique arrive même à des coûts supérieurs à 1'000'000 de francs par enfant. La Suisse dépend des jeunes. Les enfants ne doivent pas devenir un luxe. C'est pourquoi nous demandons une augmentation des allocations familiales.

Nous voulons introduire le congé parental de l'avenir.

La naissance d'un enfant entraîne fréquemment une charge unilatérale pour les femmes en Suisse. Pour éviter les désavantages à court ou long terme dans la vie professionnelle, il est indispensable de promouvoir une politique familiale tournée vers l'avenir. L'introduction d'un congé parental adapté à notre époque est une condition sine qua non à l'égalité d'accès à un emploi et à une répartition équitable des tâches au sein de la famille. La Suisse ne doit plus occuper la dernière place en Europe en matière de congé parental. Nous demandons donc l'introduction d'un congé parental approprié.



«La Suisse ne doit plus occuper la dernière place en Europe en matière de congé parental. Nous voulons maintenant aménager le congé parental de manière à ce qu'il soit adapté à l'avenir et favorable à l'économie. »

Fanny Darbellay
Membre de la Présidence du
Centre Femmes Suisse

Nous voulons soutenir les familles monoparentales.

Les familles monoparentales portent une énorme responsabilité vis-à-vis de leurs enfants, tant en termes d'éducation que de travail. Aujourd'hui, cependant, ces parents doivent trop souvent réduire leur charge de travail pour concilier famille et carrière. Nous voulons introduire un allègement fiscal pour les familles monoparentales.

Nous voulons améliorer la compatibilité entre la vie familiale et la vie professionnelle.

Nous voulons moderniser le droit du travail. Alors que notre société est en constante évolution, notre droit du travail date d'un autre temps. Nous avons un besoin urgent d'ajustements pour permettre plus de flexibilité et de mobilité. Les modèles de travail flexibles peuvent constituer un soutien essentiel pour la compatibilité de la vie de famille et de la vie professionnelle. Nous voulons de plus aussi permettre aux hommes de travailler à temps partiel. En effet par exemple dans le domaine de l'artisanat, cette option est à peine répandue. Nous voulons ainsi permettre plus de flexibilité sur le lieu de travail en reconnaissant et en promouvant des modèles de travail durables.

Nous voulons protéger les femmes contre la violence et l'oppression.

Nous voulons punir plus sévèrement les violences domestiques et sexuelles. La violence doit être combattue à tous les niveaux.

Nous voulons punir plus sévèrement les violences domestiques et sexuelles.

Il est de notre responsabilité collective de veiller à ce que toute violence à l'égard des adultes et des enfants appartienne au passé. Nous souhaitons que les actes de violences domestiques et sexuelles soient punis plus sévèrement.

Nous voulons empêcher l'oppression à la maison.

Nous condamnons les atteintes à l'intégrité physique et psychique des femmes et des enfants et œuvrons contre la discrimination dans les structures familiales. L'égalité doit s'appliquer à toutes les femmes et filles en Suisse. Trop souvent, les femmes issues de familles d'immigrés n'ont pas accès aux droits à la liberté en vigueur en Suisse. Ces femmes et leurs filles ont besoin de protection et de soutien.

Nous voulons mettre un terme au cyber-harcèlement.

Nous avons besoin d'un changement de culture et de comportement dans la façon dont les interactions sociales sont menées sur internet. Pour nous, les discours de haine ne peuvent être couverts par la liberté d'expression. Nous avons besoin d'un changement de culture de discussion sur internet et les réseaux sociaux. De plus, les crimes d'harcèlement en ligne doivent être systématiquement poursuivis. Les contenus pornographiques ne doivent pas parvenir aux enfants de moins de 16 ans. Nous voulons des mesures appropriées à cet effet.



«Pour nous, les discours de haine ne peuvent être couverts par la liberté d'expression. Nous avons besoin d'un changement de culture de discussion sur internet et les réseaux sociaux.»

Isabelle Chassot
Conseillère des Etats (FR)

Nous voulons lutter contre la prostitution forcée et la traite des êtres humains.

Nous nous engageons pour une meilleure protection des prostituées. En effet, à la prostitution légale s'ajoutent souvent la traite des êtres humains, la violence, la prostitution forcée et le proxénétisme. Cela porte atteinte à la dignité humaine et doit être puni sévèrement.

Nous voulons une mise en œuvre cohérente de la Convention d'Istanbul.

Le but de la Convention d'Istanbul est de lutter contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique. Cependant, le rapport d'audit actuel montre que les victimes de violence en Suisse ne reçoivent pas toutes le même niveau de protection et de soutien. Il est donc important de garantir la base juridique et le financement d'un soutien et d'une protection pour toutes les personnes touchées par des actes de violence.

Agenda pour l'égalité des femmes.

Pourquoi un agenda pour les femmes ? Parce qu'avec cet agenda, nous communiquons clairement nos objectifs. Nous nous engageons pour une politique sociale égalitaire et une plus grande égalité des chances en Suisse. Pour y parvenir, nous travaillons ensemble à la réalisation de nos objectifs.

C'est pour cela que nous nous engageons!

Nous sommes la force politique du centre. Nous nous engageons pour la responsabilité sociale et pour que les intérêts des femmes soient entendus et ne soient pas de vaines promesses. Nous avons un objectif commun : garantir la cohésion de la Suisse par la liberté, la solidarité et la responsabilité.

Liberté. Solidarité. Responsabilité.

Nous voulons une Suisse dans laquelle chaque personne peut s'épanouir librement en agissant de manière responsable envers la société, l'environnement et les générations futures.

Nous nous engageons pour une Suisse souveraine et connectée à l'international. Ce n'est qu'en coopérant avec d'autres pays que nous pourrions assurer la sécurité, la prospérité et l'équité.

Nous considérons qu'il est de notre devoir de prendre soin de notre démocratie directe, de ses institutions et du fédéralisme. Si nous maintenons le dialogue et recherchons continuellement le consensus, nous contribuerons toutes et tous à une Suisse où il fait bon vivre.



Devenir membre

Aidez-nous à renforcer Le Centre Femmes Suisse. En tant que membre, vous pouvez nous soutenir activement dans la réalisation de nos objectifs.

Contactez-nous

sekretariat@frauen.die-mitte.ch

Le Centre
Femmes 

Nous garantissons la cohésion de la Suisse.

Deviens membre
du Centre Femmes!

femmes.le-centre.ch



Christina Bachmann-Roth
Présidente Le Centre Femmes Suisse

Le Centre Femmes Suisse

Seilergasse 8a
3001 Berne
sekretariat@frauen.die-mitte.ch
femmes.le-centre.ch

Twitter: [CentreFemmesCH](https://twitter.com/CentreFemmesCH)
Facebook: [Le Centre Femmes Suisse](https://www.facebook.com/LeCentreFemmesSuisse)
Instagram: [centrefemmessuisse](https://www.instagram.com/centrefemmessuisse)
LinkedIn: [Le Centre Femmes Suisse](https://www.linkedin.com/company/LeCentreFemmesSuisse)